Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1921.

Projet de loi

annulant une décision de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut approuvant la peine de la révocation infligée par le Conseil communal de Mont-sur-Marchienne au sieur Ducarne, Herman-Joseph, en son vivant, instituteur en cette localité (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. SOUDAN.

MESSIEURS,

La Commission spéciale s'est ralliée, unanimement, au projet de loi qui lui a été soumis.

Dans son esprit, — et elle est convaincue de ce que le sentiment de M. le Ministre des Sciences et des Arts n'est point différent, — il ne peut y avoir dans l'adoption du projet de loi, aucune pensée de blâme à l'adresse de l'administration communale de Mont-sur-Marchienne, la Commission spéciale n'ayant pas à examiner les faits. Mais la Justice veut qu'aucun homme ne puisse être frappé sans avoir pu se défendre. Dans l'espèce, les prescriptions formelles de l'article 25 de la loi scolaire — qui garantit ce droit de défense — n'ont pas été observées. La Commission spéciale propose donc à la Chambre d'annuler — pour vice de forme — la décision de la Députation du conseil provincial du Hainaut approuvant la peine de révocation infligée par le conseil communal de Mont-sur-Marchienne à l'instituteur Ducarne.

Le Rapporteur,

EUGÈNE SOUDAN.

Le Président,

LIONEL PUSSEMIER.

(1) Projet de loi. n° 118.

(2) La Commission était composée de MM. Pussemier, Brifaut, Carlier, Dejardin, Poncelet, Soudan et Van Hoegaerden.